

# Le problème de la gauche italienne

## Origines et perspectives

**Luciana Castellina**

*Rédactrice en chef de Il Manifesto. Ancienne députée italienne au Parlement européen.*

La gauche italienne a été particulièrement nombreuse et importante. Sur bien des aspects, c'était une exception dans la gauche européenne—tout à la fois en termes d'organisations traditionnelles (un parti communiste très fort, le PCI et un parti socialiste, le PSI, qui a longtemps coopéré avec lui) et en termes d'organisations qui ont émergé après 1968 (également présentes au Parlement et dans le mouvement syndical). Elle a joué un rôle déterminant dans l'Italie d'après-guerre. Pour cette raison, la crise qui affecte actuellement les partis de gauche européens a des répercussions beaucoup plus importantes ici qu'ailleurs : socialement, culturellement et politiquement. En Italie la conjonction entre la crise de la gauche et celle de l'ensemble de la société est donc beaucoup plus forte qu'ailleurs ; on peut le constater dans la détérioration spectaculaire des institutions démocratiques et civiles.

On peut trouver à cela plusieurs explications. Tout d'abord, l'Italie n'a jamais eu d'État pleinement considéré par la population comme légitime. Ce fut d'abord dû au caractère élitiste adopté par le Risorgimento qui a conduit à l'unification du pays et qui a laissé son empreinte sur l'ensemble de la période qui a précédé la guerre (comme l'a montré Gramsci), et par la suite, ce fut à cause de la dictature fasciste. C'est pourquoi la démocratie en 1945 n'était pas bien implantée dans les institutions d'État fragiles et impopulaires mais venait d'en bas avec la Résistance qui n'était pas seulement un phénomène militaire mais aussi une large appropriation de la responsabilité civique de la part de ceux qui se définissaient eux-mêmes comme une « société de partisans » ; la

constitution italienne de 1948, très progressiste, résulte bien plus de cette expérience partagée que d'un compromis politique au sommet. Au cours des années suivantes, c'est la gauche, notamment le PCI, qui a garanti ou plutôt construit la démocratie en Italie. Elle a travaillé à créer un extraordinaire réseau d'organisations collectives impliquant les paysans, les travailleurs, les couches moyennes et les intellectuels, en en faisant des acteurs pour la première fois dans l'histoire et développant ainsi un phénomène de politisation et d'acculturation sans précédent. La minorité populaire traditionnellement rebelle qui, pendant un siècle, avait exprimé sa colère en incendiant les hôtels de ville, et dont le pendant était une majorité apathique, a alors disparu au profit d'une riche et large participation démocratique qui a également créé et maintenu – et c'est sans nul doute le chef-d'œuvre de Togliatti – une vie et une culture profondément alternatives.

Je rappelle ces éléments pour souligner le haut degré de déclin de la démocratie provoqué par la dissolution du PCI en 1990 (qui n'a pas conduit à l'émergence d'une autre force susceptible de s'enorgueillir d'un enracinement populaire comparable) ainsi que par le traumatisme provoqué par l'acharnement d'une partie de la gauche (avec le *leadership* de la SD – gauche démocrate, organisation qui a succédé au PCI – mais aussi une partie de l'ancienne nouvelle gauche) à vouloir balayer complètement l'expérience du xx<sup>e</sup> siècle comme un simple tas de gravats.

Assurément, à chaque étape d'une période historique il est nécessaire d'examiner le passé avec un regard critique renouvelé, mais en Italie il y avait très peu d'analyse critique et, à la place, un véritable effacement de la mémoire comme si la population souhaitait se débarrasser du fardeau qui empêchait sa pleine intégration à la culture dominante, perçue comme « moderne ». C'est pourquoi, depuis les années 1990, la société italienne est pleine de gens qui, en termes de pensée politique, sont « sans patrie » et incapables de labourer les champs dans lesquels ils pourraient faire pousser de nouvelles plantes. (À la place, en guise de nouveaux symboles politiques, ces champs font germer des chênes, des oliviers, des marguerites – symboles respectifs de la SD, du gouvernement de coalition de centre-gauche, et d'une partie des ex-chrétiens-démocrates – et d'autres végétaux prennent de l'importance dans une profusion jusqu'alors inédite, mais sans racines.) De 1990 à 1991, pendant un peu plus d'un an, 800 000 militants ont discrètement quitté le PCI et délaissé la politique. (Seule une petite frange a été absorbée par Refondation communiste, encore présente dans les mouvements protestataires mais tout à fait incapable de s'enraciner dans la société.)

Mon propos n'est pas de me lamenter de façon nostalgique ; je tente plutôt d'expliquer ce qu'il n'est pas facile de comprendre : comment Berlusconi – un peu affaibli aujourd'hui mais toujours là – a pu réussir à ce point dans un pays marqué par une hégémonie à gauche aussi forte ? Si aujourd'hui la protesta-

tion contre le gouvernement, bien que fragmentée, a comme principale caractéristique son rejet de la politique, qui gagne du terrain et se développe encore chaque jour, c'est parce que, au cours des vingt dernières années, les valeurs et le regard sur le monde de bien des gens ont été bafoués, les condamnant au silence et à la défiance. Effaçant toute trace d'elle-même, exaltant un «nouveau» totalement vide, une grande partie de la gauche a créé une sorte de rupture générationnelle sans précédent, coupant court à toute transmission d'expérience. Tuer le passé revient à tuer le futur—car cela abolit le sens du temps et avec lui l'utopie du futur, en faisant subir l'étroitesse de vue de la petite dictature du présent. Comme l'a écrit la philosophe et féministe Wendy Brown après 1989, une illusion a été créée et s'est solidement établie grâce à l'acceptation dénuée de toute critique d'une démocratie banalisée réduite à un rituel sans cesse appauvri se substituant à la participation. En Italie où le mouvement ouvrier était moins intégré que dans l'Europe sociale-démocrate, la disparition de l'utopie a été plus traumatisante qu'ailleurs.

Dans ce vide, il était inévitable que les couches sociales les plus fragiles s'emparent du seul aliment qui leur était proposé, celui de la culture Berlusconi, véhicule d'un modèle de vie : un individualisme extrême, se désintéressant de tout ce qui est collectif et commun et, par suite, arrogant et violent. Il était plus facile de résister pour les couches urbaines au niveau de formation plus élevé et disposant de plus d'instruments critiques. C'est un fait qu'aujourd'hui les grandes manifestations contre Berlusconi, que la gauche réussit à organiser de temps à autre, sont clairement constituées de ce qu'on appelle «les couches moyennes éclairées», mais qu'elles sont totalement invisibles pour ceux qui vivent à la périphérie des villes et qui, dans leur vote (ou par leur abstention), délaissent la gauche—qu'elle soit radicale ou de centre-gauche.

Si nous ne repartons pas de là, d'un projet à long terme, pour reconstruire patiemment une nouvelle culture et un nouveau système de valeurs, en privilégiant à nouveau, pas seulement en paroles mais en étant physiquement présents, les lieux où vivent ceux que nous appelions autrefois le prolétariat, il est difficile de voir comment nous pourrions remonter la pente. Le chômage, la précarité et la dégradation des conditions sociales provoqués par la crise économique ne suffisent pas par eux-mêmes à inverser l'orientation actuelle. Ils provoquent des révoltes qui détériorent l'image de Berlusconi mais non une alternative. C'est pourquoi, bien que la crise multiplie les raisons de protester, la gauche poursuit sa balkanisation au lieu de se développer et l'électorat s'en remet à la partie la plus alternative de l'opposition, à la droite, même plus à Forza Italia mais à la Ligue du Nord, notamment, parce que cette dernière propose au moins le petit confort du micro-communalisme. Ou bien il va dans les bras de ceux qui se disent «contre la politique», d'un mouvement comme celui du comique Beppe Grillo, qui affirme n'être ni de droite ni de gauche mais au-dessus des deux. On constate le dangereux élargissement du maréca-

ge bourbeux qui s'étend de la plaine de Padoue aux provinces plus riches des régions du centre, où même les bastions rouges se mettent à vaciller, mais où, surtout, une insidieuse barbarisation socioculturelle de la société est en cours. Dans le même temps, au Sud, privé de tout rassemblement et manifestation démocratiques en raison de la désertion de la gauche, le terrain a été occupé par les gangs de la mafia renforcés par l'économie illégale qu'ils organisent et offrant, au moins, un petit changement à la population.

Ce n'est pas qu'il n'y ait pas de manifestations de protestation—soyons clairs à ce sujet. Cet automne, les rues ont été pleines de lycéens et d'étudiants en grève contre la réforme de l'école du ministre Gelmini. Les rues étaient aussi remplies de travailleurs précaires qui constituent actuellement la grande majorité des nouveaux emplois; de jeunes en lutte contre la privatisation de l'eau, qui ont rassemblé un nombre de signatures sans précédent pour obtenir un référendum annulant les décisions du gouvernement; de «Non au TAV» (le mouvement anti-trains à grande vitesse); de «Non au Pont» (contre le pont construit sur le détroit de Messine); de «Non au Tunnel» (contre les viaducs qui détruisent l'environnement); de «Non à Dal Molin» (contre l'extension de la base militaire de Vicenza); de «popolo Viola» qui organise les «Journées du Non à Berlusconi». Elles étaient aussi pleines d'immigrants qui, malgré le climat d'intimidation provoqué par l'obsession de la sécurité, réagissent pour la première fois, prenant en main ce qui, jusqu'à une période récente, était des manifestations de solidarité organisées par les Italiens d'origine.

L'embryon d'une nouvelle culture politique émerge également de ces mouvements: la redécouverte des «biens communs», différents des biens publics ou privés, et des pratiques de participation démocratique à travers la création de réseaux qui se développent au niveau international. Ce sont de précieux phénomènes et il serait grave de les sous-estimer. Mais si je n'éprouve pas de grand enthousiasme en les voyant remplir les rues du pays, c'est parce que je crois qu'il faut comprendre que, bien que ces phénomènes fissurent le modèle hégémonique de Berlusconi, ils n'offrent pas aujourd'hui d'alternative à court terme. C'est pourquoi ils ne semblent pas avoir d'impact sur les diverses formations qui, d'une façon ou d'une autre, proposent de construire une coalition de centre-gauche capable de battre Berlusconi. Ils ne semblent pas non plus revivifier la gauche fragmentée.

Une exception positive, toutefois: la popularité sans précédent, dont l'importance est en rapport avec ces mouvements, de Nichi Vendola, réélu au printemps dernier comme gouverneur de la région d'Aquila après avoir battu le candidat du Parti démocrate (PD) à sa propre élection primaire. Il est actuellement tout en haut des sondages pour les primaires nationales du PD que le secrétaire du parti s'est engagé à tenir pour désigner l'opposant à Berlusconi dans d'éventuelles élections anticipées visant à former un «gouvernement à but restreint», uniquement pour se débarrasser du «cavalier» et non pour

réaliser un programme partagé (mais son parti est prêt à s'entredéchirer de nouveau au-delà de cette perspective).

Vendola—à la tête de la minorité (49,9%) de Refondation Communiste après la défaite électorale de 2008 et maintenant *leader* du SEL (Sinistra ecologia libertà) qui absorbe également la partie de la SD dissoute qui a refusé d'entrer au PD—a su inventer un nouveau langage non politique et répondre à l'aspiration à une politique qui ne soit pas complètement centrée sur la participation à un gouvernement mais dotée d'une nouvelle vision du monde, et il est surtout l'animateur de nouvelles formes d'organisations populaires—«*le fabbriche di Nichi*» qui ont émergé de la vague d'initiatives pour la jeunesse prises par la coalition au pouvoir en Apulie. Il pourrait assurément être un point de référence pour un nouveau rassemblement de la gauche capable de gagner de nouvelles générations à la politique. Toutefois—et je le regrette—nous devons avancer avec précaution. Actuellement, Vendola est fort de son exceptionnel succès médiatique et il s'est montré capable d'utiliser habilement les nouvelles technologies de la communication.

Ces technologies sont formidables pour organiser des manifestations mais elles sont également porteuses d'une culture ambiguë qui a, de fait, «américanisé» la politique italienne. Elles ont entraîné une sacralisation de l'opinion publique et de la société civile qui est proposée comme modèle alternatif au modèle basé sur des processus collectifs et organisés en vue de construire des projets et des stratégies telles que le choix de *leaderships* renforcés qui permettent aux mouvements de durer et d'accumuler de la force pour gérer les conflits que toute transformation apporte avec elle (les partis et les syndicats dans la tradition européenne). Elles permettent de rassembler une multitude d'individus en réseaux, un univers de singularités ayant une culture commune très fragile; elles génèrent donc des tentations populistes et sont bonnes pour amener au consensus, mais faibles pour construire du sens. Ce n'est pas un hasard si les manifestations de soutien à Obama, aussi exceptionnelles qu'elles aient pu être pendant la période électorale, n'étaient plus d'actualité lorsque le Président nouvellement élu a dû résister aux forces qui bloquaient sa réforme de santé. Et Dieu seul sait combien il sera difficile de transformer l'Italie de Berlusconi! Vendola le sait très bien mais il n'a pas réussi à avoir derrière lui un parti, ou, du moins, quelque chose d'analogue. Il est face à un PD incapable de décider s'il veut ou non une alliance électorale avec la gauche pour battre Berlusconi ou s'il préfère s'unir aux fragments qui se détachent de l'alliance avec Berlusconi, les centristes catholiques et le nouveau parti du Président de la Chambre des députés, Gianfranco Fini (issu des rangs fascistes, pas moins, même si, aujourd'hui, il fait partie de l'opposition la plus active), se condamnant donc lui-même à une nouvelle défaite.

Il serait hasardeux de prédire ce qui peut se passer en Italie dans un avenir proche. Une des caractéristiques de la crise est qu'elle a créé une situation

où chacun combat chacun. Il est difficile de savoir qui contrôle et ce que seront les prochaines évolutions des personnalités clés. Un exemple suffit pour l'illustrer : des voix soutenant la candidature au poste de premier ministre de Luca di Monteamolo, ancien président de Fiat et de Confindustria (l'association des employeurs italiens), président actuel de Ferrari, ont été entendues à droite comme à gauche. Il l'a commenté lui-même : « Ce fait illustre la confusion de la politique italienne. »

C'est précisément dans cet écroulement que réside le danger du moment présent : les forces puissantes agiront rapidement pour se rassembler et pourraient profiter de l'instabilité généralisée et des incertitudes pour se débarrasser du peu de démocratie qui reste. Les coups de force deviennent d'autant plus faciles si on prend conscience que l'Italie est devenue un pays marginal qu'une Europe en déclin ne peut suffire à sauver, maintenant que—comme quand Christophe Colomb a découvert l'Amérique et que l'axe de l'histoire s'est déplacé de la Méditerranée à l'Atlantique—la dynamique n'est plus centrée sur l'Ouest, mais sur l'Est, dans le Pacifique. C'est pourquoi même les luttes uniquement défensives sont les bienvenues à condition que nous mesurions ce qu'il faut faire non pas face à la petite vague du présent mais face à la longue phase qui s'ouvre dans cette période de transition historique.

Slavoj Žižek a repris le vieux mot d'ordre maoïste : « Grande est la confusion sous le ciel, excellente est la situation. » C'est-à-dire que la crise n'est pas seulement un désastre mais aussi une occasion de transformation—proposition osée mais stimulante—à condition que nous nous débarrassions de l'idée que *we cannot* (nous ne pouvons pas), véritable obstacle à un changement profond, plus caractéristique des tendances actuelles que la formule sans cesse reprise mais pas plus belle *yes we can* (oui, nous pouvons). Pour l'emporter à nouveau, il faudra beaucoup de courage et d'imagination. Et beaucoup de temps.